



Rapport présenté par le camarade Maurice Cukierman devant le CC du PCR et enrichi par la discussion 19/11/2017

Les encadrés sont des actualisations sur notre activité ou, sur la Chine, une réflexion en fonction des débats idéologique qui ont cours. Cela n'engage pas le CC en tant que tel.



Cher(e)s camarades,

Nous allons essayer d'aller à l'essentiel à propos de la situation au plan international et national en fonction de nos tâches.

Les contradictions inter-impérialistes relatives à la conquête des marchés, des matières premières énergétiques et des réseaux de transports les concernant continuent de s'aiguiser, tandis que des contradictions qui étaient jusque-là plus ou moins jugulées, comme celles concernant la monnaie de référence, les financements, surgissent au premier plan dans le cadre du développement inégal du capitalisme. C'est la manifestation de la crise du capitalisme à son stade de développement impérialiste et dans ce cadre les impérialismes les plus forts, anciens ou nouveaux (j'y reviendrai), cherchent à établir le rapport de forces le plus susceptible d'imposer leurs solutions. Cela passe par la militarisation, la course aux armements et, sous toutes ses formes, par le recours à la guerre. Il serait criminel pour les communistes de sous-estimer la menace de guerre mondiale qui pointe et la bataille pour amener la classe ouvrière à se mobiliser pour l'empêcher. Quand nous disons cela il faut bien comprendre ce que nous voulons dire ; nous ne sommes pas des pacifistes ! Nous sommes des militants révolutionnaires dont la tâche est de préparer la révolution socialiste. La bataille pour la paix, contre les politiques bellicistes qui sont en œuvre n'est pas une bataille parallèle au combat révolutionnaire, c'est la bataille contre le système qui génère la guerre, c'est la bataille contre le capitalisme et pour le communisme, qui, de par son essence de classe, est le seul mode de production qui éliminera les causes de la guerre. Il nous faut donc être plus présents sur ce front ce que nous avons exprimé en participant à la manifestation du 23 septembre à Paris, même si les mots d'ordre et les objectifs ne sont pas les nôtres mais en distribuant notre position aux trop peu nombreux participants. Il est impératif que les camarades dans nos fédérations soient mobilisés sur cette question cruciale pour le mouvement des masses, pour le rassemblement autour de la classe ouvrière et pour que la bataille contre la menace de guerre, les agressions impérialistes puisse se déployer sur des bases de classe, et non sur le sentimentalisme pacifiste petit bourgeois.

A partir de ce que je viens d'évoquer, il nous faut suivre attentivement ce qui se passe en Asie de l'est et sud-est. Trump vient d'y faire une tournée, marquée par des menaces contre la RPDC et par la volonté de réaffirmer les ambitions de l'impérialisme américain dans la région. Les discours de Abe, premier ministre japonais dont la politique étrangère et militaire est marquée par le revanchisme et l'ambition de redevenir une grande puissance politico-militaire, et de Trump doivent être pris au sérieux. Il n'est pas innocent que le président des Etats Unis se soit adressé aux forces armées US dans l'archipel, conjointement aux forces d'autodéfense japonaises, revêtu de la veste des aviateurs de l'armée. En Corée du Sud une partie de la population est inquiète ce que reflètent les positions du nouveau président et des manifestations ont eu lieu contre la venue de Trump. Cela n'a pas été le cas en Chine, je vais y revenir, ni au Vietnam qui accueillait la Conférence Asie-Pacifique. A cette conférence participait aussi Poutine qui a eu une brève rencontre avec le Président US, et le moins que l'on puisse dire, puisque qu'avait été évoquée la tenue d'un sommet, c'est que les contradictions entre les deux impérialismes sont loin de s'atténuer, d'autant que visiblement les Etats Unis ont perdu une manche en Syrie. Aux USA Républicains et Démocrates viennent de voter un budget militaire supérieur à ce que le gouvernement Trump demandait tandis que la Russie modernise son armement à tour de bras ; l'agence Sputnik tous les jours fait la promotion de l'armement russe et de l'armée. En fait toute l'agitation autour de la politique nucléaire de la RPDC, n'est que l'expression des rivalités entre

L'essai d'un missile balistique intercontinental par la RPDC va sûrement se traduire par une nouvelle montée de la tension. La position de la Chine dévoile la réalité de sa politique.

l'impérialisme US, ses alliés de l'OTAN et le Japon d'un côté et de l'autre la Chine et la Russie pour le contrôle de cette région du monde. Pour les USA la Corée du Nord et sa politique sont des prétextes. Leur problème c'est de justifier et renforcer leur présence militaire en Corée du sud. Cela leur permet d'être au centre d'une immense zone stratégique économiquement qui comprend la partie orientale de la Fédération de Russie, la République Populaire de Chine, les Philippines, l'allié et néanmoins concurrent, le Japon, voire le sud-est asiatique.

Un deuxième événement sur lequel il faut réfléchir, c'est le XIX^e congrès du Parti (prétendument) communiste chinois. J'invite les camarades à lire le rapport de Xi Jin Pin. Nous avons là une puissance qui a fait un bond en avant incontestable au plan économique. Elle est devenue en quelques années la seconde puissance mondiale en termes absolus (en terme relatif elle est encore loin, mais cela ne diminue pas l'importance des transformations), certains disent même qu'elle aurait déjà dépassé les USA. Alors faut-il se réjouir, qu'un pays socialiste émerge avec une telle puissance ? Il faut s'arrêter sur cette question pour laquelle la réponse est une ligne de clivage dans le mouvement communiste de France comme au plan international entre l'opportunisme et le courant révolutionnaire. Pour nous la Chine est une puissance impérialiste émergente et le congrès confirme notre analyse. Ceux qui sont en désaccord avec nous avancent des arguments qu'il faut réfuter. Ils reconnaissent, certes, que dans l'économie du pays le capitalisme joue un grand rôle. Les Chinois parlent eux-mêmes de socialisme de marché ! Mais le pouvoir, disent-ils, est dans les mains du Parti Communiste (19 000 000 d'adhérents), le secteur public continuant d'être dominant, la planification organisant le développement économique et social. On serait dans une espèce de NEP qui permettrait d'acquérir les technologies nécessaires auprès des pays capitalistes*.

La première réponse que l'on peut donner c'est le fait que l'on ne peut reconnaître le caractère communiste d'un parti au fait qu'il s'appelle... parti communiste, qu'il utilise le drapeau rouge et la faucille et le marteau. A ce compte là le PCF et le PCE, devraient être considérés comme communistes ! En fait on doit au minimum juger un parti sur sa pratique politique en liaison avec le rôle joué par la classe ouvrière; sur le caractère marxiste-léniniste de la théorie sur laquelle il fonde sa politique et ses perspectives ; sur le caractère de classe de l'internationalisme de sa politique. De la même manière le fait de dire que le pays est socialiste, ne saurait être le critère retenu pour le classer

* De toutes façons, pour nous la Chine n'est plus concernée par cette réflexion, il faut tout de même tirer les leçons du passé et de la victoire de la contre-révolution en URSS et dans les pays socialistes européens : on ne résout pas les problèmes de la construction du communisme en cherchant à adapter les solutions du capitalisme, en voulant utiliser la survivance des lois perdurant dans la première phase du communisme, le socialisme. Cela n'a rien à voir avec la NEP, qui a été une période spéciale, clairement définie comme telle et comme transitoire, dans le cadre de la dictature du prolétariat, sous le contrôle de l'inspection ouvrière et paysanne après la révolution et la guère civile : il s'agissait de reconstruire la classe ouvrière (et pendant cette période le Parti et l'Etat soutenaient la lutte des travailleurs dans les entreprises et prenaient toutes les mesures pour contrecarrer la corruption et pour développer le secteur d'Etat de l'économie), les moyens de production et de préparer des cadres pour prendre en main la société. Cela n'a rien à voir avec les théories qui postulent que l'économie et la politique économique seraient des phénomènes hors de la lutte des classes où l'on pourrait piocher des solutions prétendument techniques au capitalisme. Toute l'évolution du socialisme depuis le XX^e congrès du PCUS, et la tragédie qui en a résulté en 1991, confirment ce qui vient d'être dit ! Si l'on réanime les lois de l'économie marchande, qui continuent d'exister de manière plus ou moins latente ou marginalisée, au nom du perfectionnement du socialisme, alors à terme on permet la reconstitution de couches sociales qui s'opposent au socialisme ! En ce 100^e anniversaire de la révolution d'Octobre c'est une leçon qu'il faut tirer.

comme tel. Pour en juger il faut prendre en compte : le caractère de l'Etat, qui exerce la dictature, la bourgeoisie ou le prolétariat ? A quoi sert la planification, sa place stratégique dans la satisfaction des besoins du peuple ? Quelle politique internationale de l'Etat ? ... Bien entendu il faut aussi prendre en compte des critères qui prennent en compte des aspects spécifiques de tel ou tel pays à un moment donné. Mais tout de même il faut des critères objectifs ! Le PC chinois, y compris le Comité Central est ouvert aux milliardaires (et donc aux millionnaires !), aux éléments exploités. Par contre on ne voit pas de membres de la direction qui sont issus de la classe ouvrière, qui sont liés à celle-ci. On discute et justifie la promotion des premiers, mais jamais des seconds ! Marxiste-léniniste ce parti ? Où et quand ? Tous les textes que nous connaissons, y compris le rapport du congrès, font des références formelles au marxisme-léninisme mais sur le fond, y compris quand c'est censé exprimer les positions de la gauche du parti, on ne quitte pas la sphère des théories bourgeoises en matière d'économie et d'analyse sociale. Quand on considère que la pensée de Xi Jin Pin fait partie de la base théorique du parti, cela veut dire que l'on considère que cette « pensée » c'est le marxisme-léninisme ! C'est ce qui se passe dans les cours sur le marxisme-léninisme à l'université : on y étudiait jusqu'ici les citations de Deng Tsiao Ping et rien d'autre. Maintenant on étudiera des citations de Xi Jin Pin ! Quand à l'internationalisme de l'Etat comme du parti, il suffit de voir les positions de la Chine sur la question de la RPDC en étroite liaison avec l'impérialisme américain ! Ou d'examiner les revendications territoriales en mer de Chine. Au plan économique l'argument sur la prédominance du secteur public est une plaisanterie ! D'abord c'est la domination du marché (même relativement « maîtrisé ») et par conséquent les entreprises d'Etat sont en position concurrentielles. 70% de l'industrie relèvent de l'Etat ; mais est-ce un critère ? Dans les années soixante/soixante-dix c'était le cas en Italie, 80% en Autriche. C'étaient des pays socialistes ? En réalité le secteur public y permettait le financement public des moyens de production indispensables à mise en œuvre du capital, là où les perspectives de taux de profits (voire de profits) étaient faibles. C'est ce que Lénine avait entrevu quand il parlait de Capitalisme Monopoliste d'Etat. En Chine on a le même phénomène, au point qu'en permanence la discussion est relancée sur le caractère non rentable de tel ou tel secteur, ce qui veut dire en général que ce secteur est dorénavant susceptible d'être ouvert au privé. La planification dans ces conditions n'a pas grand chose à voir avec la planification socialiste : elle est l'outil du développement économique au service de la bourgeoisie chinoise dont le Parti est l'instrument politique de domination sociale. Les contrastes sociaux deviennent vertigineux, une oligarchie financière renforçant ses positions au détriment de la masse du peuple travailleur. Et l'argument comme quoi le niveau de vie s'élève pour tous est pour le moins spéculatif : l'objectif des communistes, ce n'est pas qu'il y ait moins de pauvres, que chacun ait le minimum (comme objectif historique), mais que la pauvreté soit éradiquée par l'éradication de ce qui la provoque : le capitalisme, et la société nouvelle construisant le socialisme vers le communisme à comme objectif la satisfaction des besoins des masses. Enfin dernier élément, le caractère impérialiste du développement du capitalisme chinois. On peut lire et entendre ici et là que la Chine (voire aussi la Russie de Poutine) ne saurait être cataloguée comme telle car elle n'a pas de soldat à l'étranger, et qu'elle n'agresse personne ! Il serait temps pour certains de relire Lénine. Il explique que l'impérialisme ce n'est pas une politique étrangère c'est un stade de développement du capitalisme, c'est le capitalisme de monopole (et nier que la réalité économique de la Chine est marquée par les monopoles c'est nier que deux fois deux font quatre). Que ce stade est reconnaissable à cinq traits, dont l'exportation des capitaux prend le dessus sur l'exportation des marchandises. Or force est de constater que si la Chine reste la « manufacture du monde » aujourd'hui l'exportation des capitaux prend le dessus ; il n'est pas un secteur économique dans le monde qui n'attire les capitaux chinois, sans parler du fait que toute une partie de la dette des Etats Unis, entre autre, est garantie par les capitaux chinois ! Pour la révolution mondiale ? Et il paraît évident qu'elle réclame sa place dans le partage du monde, comme l'indique sa politique d'armement. Il est significatif que dans le mouvement communiste international les partis enclins

à l'opportunisme nous chantent les louanges de la Chine et de son PC, au même titre qu'ils s'enthousiasment sur des processus « progressistes » qui ne sont que des variantes régionales des politiques social-démocrates, c'est à dire, malgré les mots, le refus de s'attaquer au pouvoir et à la domination de la bourgeoisie, au capitalisme, en tentant de gérer la société capitaliste autrement !

En ce qui concerne le Moyen Orient la situation évolue. Visiblement la guerre menée par les impérialismes états-uniens, français, britannique, allemand, israélien, turc, des monarchies du Golfe contre la République Arabe Syrienne est perdue. Cela ne veut pas dire que c'est la fin du calvaire pour la classe ouvrière et les masses populaires syriennes, car le pays est non seulement gravement endommagé, mais en plus la politique économique et sociale du Baath s'inscrit dans la lignée néolibérale de remise en cause des acquis sociaux. La bourgeoisie syrienne est toujours au pouvoir avec l'appui des bourgeoisies russes, iraniennes. De plus la fin de la guerre ne signifie pas que les attentats terroristes soient terminés, au contraire. L'impérialisme russe apparaît comme le grand vainqueur. Avec la réintégration de la Crimée, cela témoigne du fait que l'impérialisme russe, malgré sa faiblesse économique relative, est devenu un des acteurs fondamentaux dans la bataille autour des questions du partage du monde et des réserves énergétiques stratégiques ; sans revenir ici sur le fond, il nous faut faire la clarté sur cette question. Du point de vue de l'agression contre la Syrie, l'intervention russe a mis en échec le plan US de remodelage du Moyen-Orient et la mise en place d'une situation de chaos organisés et voulus comme en témoigne ce qui se passe en Libye. Mais pour autant l'impérialisme russe a mené la politique de l'impérialisme ... russe. L'article du camarade Eliséos Vaguenas que nous avons publié en brochure donne des arguments concrets et il est nécessaire de s'emparer de son contenu pour tordre le coup à tout un tas d'arguments qui circulent : que la Russie serait l'héritière de l'URSS, que Poutine serait un communiste au fond de lui-même, que la Russie a un rôle positif, qu'elle a permis de réinstaurer un monde multipolaire, que c'est favorable pour la paix. Toute argumentation qui vise à minimiser et à nier la contre-révolution, et par conséquent, qu'on le veuille ou non, à considérer que la tâche du prolétariat et des communistes en Russie, comme dans l'ensemble des ex-pays socialistes, c'est de récupérer leur force, de faire la révolution et de rétablir la dictature du prolétariat. D'ailleurs il faut bien avoir en tête que des grandes manœuvres sont en cours y compris sur l'avenir de la Syrie : des troupes US sont présentes sur le territoire syrien, la Turquie intervient dans la région kurde, et la Russie a tendance à dicter ses conditions et à proposer ses solutions.

Nous avons dit que ce n'était pas fini pour la Syrie ! Mais évidemment cela concerne toute la région depuis l'Ukraine et les Balkans jusqu'au Yémen. La semaine prochaine nous participerons à une conférence des Partis Communistes et Ouvriers de la Méditerranée, du Moyen Orient et du Golfe, pour la solidarité avec le peuple palestinien et échanger les points de vue sur la situation. On voit bien que les impérialistes battus en Syrie tentent d'attiser la tension, avec des risques d'agression, avec l'Iran. L'attitude de l'administration Trump sur le traité signé concernant le nucléaire iranien démontre bien le caractère manœuvrier de la question nucléaire pour l'impérialisme US qui au demeurant doit posséder plus de 50% de l'arsenal nucléaire mondial ! Israël, qui sur l'Iran est en première ligne, est une puissance nucléaire. Or tous les autres Etats concernés jugent que l'Iran respecte ses engagements. De leur côté l'Arabie Saoudite et ses alliés mènent une guerre criminelle contre le peuple yéménite en toute impunité et en multipliant les achats d'armement. Non seulement l'impérialisme saoudien finance les organisations islamistes criminelles, mais aujourd'hui elle attise la tension avec son concurrent Qatar, et s'ingère dans les affaires du Liban, quitte à humilier son allié traditionnel – l'impérialisme français – avec le kidnapping de Hariri dont tout le monde connaît les liens avec Paris. Or chaque fois le prétexte avancé (au Yémen, au Liban, pour le Qatar) c'est l'Iran et la question Shiïte, les deux questions étant artificiellement liées. Et en ce qui concerne le Liban c'est la volonté de désarmer le Hezbollah qui s'oppose aux agressions israéliennes, et a joué un rôle très important en Syrie et en

Irak. Dans le même temps les derniers évènements en Arabie Saoudite, l'arrestation d'une partie de la famille royale pour corruption et le renforcement de la position du nouveau prince héritier, doivent être suivis avec attention. Son objectif c'est de procéder à la mutation économique du royaume en s'appuyant sur l'accumulation des pétro-dollars : l'arrestation des princes vient de faire récupérer 100 milliards de \$ d'argent détournés, sans compter les rançons à payer pour sortir.

Il est absolument nécessaire que nous soyons plus actifs dans la solidarité avec le peuple palestinien, que nous établissions des liens avec le parti communiste palestinien. Intervention Communiste, la commission internationale doivent plus se soucier de cette question, c'est notre devoir internationaliste. Et enfin nous devons être plus actifs dans la campagne pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah. Notre parti doit participer en tant que tel au comité de solidarité. Cela dit nous n'en considérons pas pour autant que Georges Ibrahim Abdallah soit un communiste. Il est membre du FPLP, qui est une organisation du Mouvement de Libération Nationale Palestinien, il a été condamné, sur un dossier vide sous pression d'Israël et des Etats Unis, à la prison à vie (le procureur ne réclamait « que » 10 ans de prison pour la possession d'un passeport algérien, décerné par les autorités algériennes, sous prétexte qu'il était libanais) et on lui refuse, sous la pression des mêmes, aujourd'hui après 33 ans passés en prison sa libération sans aucune justification ! C'est une véritable affaire Dreyfus ! Il faut que Georges Ibrahim Abdallah soit libéré.

La position de l'impérialisme français.

Il apparaît comme le grand perdant de la situation en Syrie et dans la région ; le kidnapping de Hariri par l'Arabie Saoudite témoigne du déclin. Macron, le représentant de l'impérialisme français, s'est précipité à Ryad, où il a reçu un camouflet : étant donné les relations entre les deux pays il s'attendait à revenir avec Hariri, il est revenu seul. Depuis il y a eu évolution, Hariri a pu quitter le Liban et le danger d'une explosion de ce pays a reculé. Mais ne perdons pas de vue que la région est instable de par les affrontements entre impérialismes pour le contrôle du gaz, du pétrole, de leur route d'acheminement et que l'impérialisme français depuis 100 ans y joue un rôle de premier plan contre les peuples, qu'il s'accroche par tous les moyens à ses objectifs. Et il nous faut dénoncer à la fois les conséquences de cette politique sur les peuples de la région, mais aussi sur la classe ouvrière et le peuple de France, car elle signifie expéditions militaires, et que ce sont les masses populaires qui payent, au détriment de l'enseignement et de la santé et d'un certains nombre de services publics ! Et c'est aussi la politique d'austérité.

Une dernière réflexion à propos des révélations sur les « Paradies Papers ». Un article sera publié dans le prochain n° d'IC, et mis sur le site. Ce n'est pas quelque chose de secondaire ; il s'agit d'une opération politique d'envergure : plus de 400 journaux sont impliqués, et pas n'importe lesquels : le *New York Times*, *Le Monde*, *El País*, *La Repubblica* ... tous les journaux porteurs des objectifs informationnels et communicationnels des bourgeoisies du monde impérialiste occidental. Ils se mettent ensemble pour faire une étude sur des bases qui posent pour le moins des questions éthiques : ce n'est pas le résultat de recherches faites par des journalistes d'investigation ou des chercheurs. Ce n'est pas non plus la révélation par des « lanceurs d'alerte » qui se trouvent confrontés à des scandales, des délits, des crimes du capitalisme et de ses dirigeants, qui n'ont d'autres recours que de rendre public ce qu'ils savent devant le silence des ... dits journaux concernés toujours prêts à accuser ceux qui dénoncent les crimes du capital comme des partisans de la théorie du complot ! C'est le détournement des papiers d'un cabinet d'avocats, certes pourri, mais dont nous ne savons pas qui sont les auteurs de la révélation et pourquoi elle est rendue publique aujourd'hui ! Les journalistes n'ont pas fait une enquête, ils ont déchiffré des documents qui leur ont été fournis mystérieusement ! Sur le piratage, si nous ne disons rien, si

nous avalisons, nous donnons prétexte à une généralisation de procédés qui sont graves pour les libertés publiques, car demain ce seront les organisations démocratiques et syndicales, les partis révolutionnaires, les militants qui en seront les victimes ! A contrario je signale qu'en 2003 *Le Monde Diplomatique* a fait un dossier sur les paradis fiscaux, le recyclage de l'argent etc., sans documents volés et autrement plus intéressant que ce que *Le Monde* révèle aujourd'hui, ne serait-ce que parce qu'il faisait le lien avec le système et l'accumulation capitaliste.

Toute l'opération ressemble à un gigantesque « coup de bourse » pour éliminer un concurrent, pour qu'un paradis off shore soit remplacé par un autre. Il est frappant qu'il n'y ait rien, pas une allusion, aux états qui constituent les Etats Unis. Or tout le monde s'accorde à dire qu'aujourd'hui les 50 Etats en question constituent des paradis off shore (et le Delaware en est un des fleurons) et tous (le gouvernement US travaillant pour tous) font tout ce qu'ils peuvent pour attirer les capitaux qui essaient de se valoriser par la spéculation ou l'optimisation fiscale et dans la plupart des cas de manière légale ! Et l'on peut noter que la campagne se fait aux cris de « vive les chevaliers blancs » que sont l'UE, l'OCDE ... et les pseudo journalistes, les économistes sociaux-démocrates de se féliciter que finalement on va dans le bon sens, que le contrôle se met en place et que la félicité est à venir ! Il faut être clair auprès des travailleurs, de ceux qui se félicitent malgré tout : il n'y a rien de nouveau, il n'y a aucun véritable scoop. Tout le monde savait ce qui se passait et se passe, pas seulement aux Bahamas, **mais dans tous les paradis fiscaux** ! Ici on a « quelques » cas concrets, identifiés, mais dans un savant mélange où l'on met sur le même plan les artistes et les sportifs avec quelques figures du grand capital. Ce qui a de l'intérêt c'est le fait comme le dit ingénument le gouvernement français, **c'est que c'est légal**. Mais c'est bien là qu'il y a scandale. Car pourquoi est-ce légal ? Parce que depuis les années quatre-vingts du siècle dernier, la dérégulation des marchés, l'optimisation des marchés et des capitaux, leur protection contre l'imposition a été le leitmotiv des courants « néolibéraux » du grand capital et de ces rouages : l'Union européenne, l'OCDE, la banque mondiale, le FMI et les gouvernements bourgeois de chaque pays capitaliste. C'est la traduction politique du pourrissement du capitalisme à l'époque de l'impérialisme. Et tous ceux qui ont dénoncé la mise en place de ces mécanismes ont été voués aux gémonies, dénoncés comme adeptes de la théorie des complots ou comme paranoïaques ringards, par cette même presse qui nous la joue maintenant au service de la morale, en mentant effrontément sur le rôle des organismes internationaux du capital impérialiste ! Bien entendu il faut se servir dans notre propagande des révélations sur B. Arnaud, Niel, etc. On ne défend pas ceux qui optimisent leurs capitaux ! Mais en même temps il faut dénoncer l'opération politique conduite par ces journalistes-prostitués du grand capital !

Cher(e)s camarade,

En ce qui concerne la situation politique en France, nous pouvons dire que nos analyses depuis les présidentielles sont entièrement confirmées : l'élection de Macron et de sa majorité, n'a aucunement réglé la crise politique que traverse notre pays. La crise des Partis du capital sous leurs formes directes (Républicains et UDI/MODEM) ou social-démocrates (le PS) s'approfondit chaque jour tout comme pour l'instrument qui devait y mettre fin par la recomposition du champ politique (LRM). Ce dernier connaît ses premiers soubresauts comme l'a montré cette dernière semaine et tout indique que cela risque de continuer. Les Républicains se livrent à des batailles internes épiques et de nouveaux départs pourraient avoir lieu, les différents portants sur les mêmes questions qui les avaient vu s'affronter lors des campagnes électorales que nous avons évoquées au CC de juin (politique à mener dans l'Union Européenne, le problème de l'immigration). Avec une difficulté pour eux, c'est l'impossibilité de se démarquer de la politique de Macron dans son offensive de la classe ouvrière, dans la mesure où comme nous l'avions dit le programme social et politique de Fillon était le programme de Macron ! Mais on voit bien que la question de la politique à mener dans l'UE, est bien un des enjeux pour le

capital monopoliste. Les positions de Laurent Wauquier sont significatives. Elles ne se distinguent pas sur le fond de celles de Marine Le Pen, avec une différence de taille : lui ce n'est pas un leurre destiné à détourner le mécontentement ou terrifier les âmes sensibles pour les rallier aux solutions bourgeoises de deuxième tour en appelant à voter Macron ! Wauquier est un élément de l'appareil politique de la bourgeoisie monopoliste. D'un autre côté Juppé vient de faire un nouveau pas vers Macron. Il y a bien toute une fraction de la bourgeoisie qui joue sur la recomposition autour de Macron et LREM.

Quand à la social-démocratie, dans toutes ses composantes, elle se révèle incapable de faire face : les socialistes sont un objet de risées dans l'opinion. Strauss-Kahn déclare le PS c'est fini. La dernière en date c'est l'annonce d'une demande d'exclusion de leur seule personnalité qui trouve grâce auprès des masses (et par là qui cautionne la politique du PS à leurs yeux) : G. Filoche, parce qu'il a dénoncé sur les réseaux sociaux la politique pro-Etats Unis, pro-israélienne et pro-ioniste de Macron ! Ce n'est pas une simple anecdote. Cela met en relief les enjeux autour de la recomposition d'une force issue de la social-démocratie, mais qui serait coupée de ses racines « réformistes » pour mieux contribuer à une intégration pure et simple de l'aristocratie ouvrière dans la politique du capital. Cela dans un contexte où la crise de la représentation politique est illustrée par le fait que 6 mois après les élections présidentielles, le président de la République est crédité de 66% de mécontents (non comptés ceux qui ne se prononcent pas). Mais pour autant ce mécontentement n'arrive pas à trouver son expression politique. Et ici il nous faut analyser le deuxième « tronçon » de la social-démocratie : la France Insoumise. Derrière le succès médiatique apparent, il ne faut pas s'illusionner : dans les mois qui viennent la FI est porteuse de divisions et de fractures. Pour les mêmes raisons paradoxalement que LREM, à savoir par le fait qu'au bout de quelques mois ceux qui y ont cru, qui se sont engagés se retrouvent face à des pratiques d'organisation et politique qui entrent en contradiction avec le discours. Rien ne s'est donc stabilisé ici.

Quand au PCF il n'est pas dans une meilleure forme. Les affrontements internes sont violents, mais surtout il ne sait pas et ne peut pas se définir politiquement. La discussion autour du nom, des objectifs (en commun, mise en commun...), ça peut paraître ridicule de l'extérieur, mais cela traduit le vide politique de ses objectifs, son incapacité à se définir, son inutilité sociale. Il a été lâché par l'essentiel de son électorat. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe plus, qu'il va disparaître simplement. Mais ce qui est vrai c'est qu'il est incapable de proposer quelque alternative que ce soit à la situation.

Il faut avoir cela en tête si l'on veut comprendre ce qui vient de se passer dans le mouvement populaire dans la lutte contre la loi travail. Les difficultés, si ce n'est à prendre l'offensive immédiatement, mais à organiser la défensive face à l'attaque tous azimuts de la bourgeoisie, dans la perspective, à terme, de reprendre l'offensive pour au moins récupérer les droits perdus. J'insiste sur ce qui vient d'être dit : dans la période actuelle il serait erroné de dire aux travailleurs « battons-nous pour obtenir des Droits nouveaux ». Dans la période actuelle il nous faut mettre l'accent sur le fait qu'il nous faut nous battre pour empêcher que l'offensive de la bourgeoisie soit victorieuse. Dans cette bataille politique, il est évident que l'on pourra obtenir quelque chose mais à une condition : si l'on a un front social de classe, qui permettent de repousser les attaques de la bourgeoisie et qui permettent de les repousser **non de manière passive**, ce qui s'est fait grosso modo sur la retraite et la sécurité sociale où la bourgeoisie n'a pas pu imposer tout ce qu'elle voulait, mais d'une manière active c'est à dire en obtenant le retrait des lois travail, de la loi Macron, de l'ANI, de la réforme Juppé, des contre-réforme des retraites. Pour récupérer ce qui a été perdu ! Mais en même temps ne nous faisons pas d'illusion : le climat n'est pas celui des années cinquante, et pas seulement en France, mais dans tous les pays ! Il nous faudra mener une bataille politique intense, de haut niveau de contenu pour y parvenir. Car partout l'offensive de la

bourgeoisie est confortée par la contre-révolution dans les pays socialistes, par la restructuration des forces productives et des rapports sociaux du capitalisme, nous avons déjà abordé ces questions et il faut approfondir la réflexion. Il y a une tendance dans nos rangs, mais aussi bien au-delà, à considérer que les difficultés de mobilisations des masses seraient dues à la domination réformiste dans les directions syndicales, à l'absence d'un parti communiste. C'est vrai et en particulier pour la France où l'on a connu des jours meilleurs de ce point de vue ! Le réformisme, et parfois dans ces aspects les plus intégrationnistes, a fait des progrès énormes. Le poids de la CFDT ce n'est pas le hasard ! Et la ligne politique de la CFDT, montre que si des gens la rallient c'est qu'il y a des raisons. C'est un élément du problème incontestablement. Mais c'est insuffisant. Il faut aussi prendre en compte les conditions matérielles dans lesquelles la lutte des classes se déroule, et les difficultés de la classe ouvrière aujourd'hui à s'assumer comme classe et donc à jouer son rôle propre au plan politique. Dans la période défensive où nous sommes l'objectif c'est que la classe ouvrière retrouve sa conscience de classe révolutionnaire. Or ce problème n'est pas un problème français, italien ou espagnol, là où les PC se sont liquidés. En Grèce la classe ouvrière à son parti communiste, un parti révolutionnaire, un parti capable d'influencer et d'animer les luttes de larges secteurs de la classe ouvrière et des masses populaires contre la politique du gouvernement SYRIZA-ANEL. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement Tsipras est toujours là et que si les luttes ont sûrement permis de freiner la politique mise en place, que les grandes mesures que voulaient voir prendre les monopoles ont été prises. La contre-offensive n'a pas commencé. Et nos camarades soulignent que quand ils avancent qu'il faut récupérer tout ce que la bourgeoisie a pris, la réponse c'est « il faut conserver ce qui nous reste » ! En Europe, depuis les années quatre-vingts, il n'y a eu aucune bataille défensive victorieuse ! Et l'on ne peut pas dire que c'est parce que le mouvement n'est pas conduit par une théorie révolutionnaire. La vraie question serait plutôt pourquoi ce n'est pas le cas ? D'autre part en Europe du nord, en Allemagne de l'Ouest, en Grande Bretagne, là où la théorie révolutionnaire n'a jamais dirigé quoi que ce soit des conquêtes sociales d'ampleur ont été arrachées au moment où les travailleurs en France et en Italie obtenaient les leurs grâce à leurs syndicats de lutte de classe sous l'influence des partis Communistes. Il y a donc d'autres raisons, même s'il est évident que la classe ouvrière a plus obtenu là où le mouvement révolutionnaire était ascendant (mais pas plus, car il n'y a pas eu révolution, et cela a même pu en même temps susciter le réformisme). C'est cela la réalité, il ne faut pas rêver. Le rapport des forces aujourd'hui est profondément défavorable. C'est notre tâche de communiste d'œuvrer pour que cela change, et c'est une tâche difficile, parfois ingrate, mais dont on ne peut faire l'économie. Il nous faut avoir une politique qui doit à la fois montrer que le problème c'est le capitalisme, mais qui fasse le lien entre la bataille quotidienne (syndicale) et d'axes de luttes qui posent la question de la nécessité du socialisme : l'Europe, la paix, la question des droits démocratiques, la nationalisation des monopoles dans le sens du combat contre la propriété privée et l'Etat bourgeois en particulier lorsque les monopoles licencient ou ferment des entreprises.

Notre travail c'est d'aider à l'organisation du prolétariat et des masses, à reprendre la direction des organisations de classe et aller de l'avant. Cela nécessite une certaine fermeté, tout le temps, y compris quand il y a des élections, et en même temps cela nécessite que nous prenions en compte le niveau de conscience politique très bas des masses populaires. Ce niveau de conscience politique très bas, explique en partie les difficultés rencontrées par le mouvement populaire, alors que le mécontentement est général, pour s'organiser et lutter. Or il faut bien apprécier le niveau politique de la lutte contre la loi travail, et contre la loi sur la « sécurité », qui sont deux aspects indissociables de la même politique, ce qui n'est pas compris dans l'ensemble. Dans un contexte où le PCF et la CGT depuis 1976, ont détruit le mouvement ouvrier révolutionnaire, la bataille menée par le prolétariat le confronte à l'appareil d'Etat bourgeois sans qu'il ait les armes pour mener cette bataille. Ce n'est pas la lutte contre tel ou tel patron, contre tel ou tel monopole. C'est une bataille contre l'organisation de la bourgeoisie monopoliste comme classe.

L'affrontement de classe nécessite de prendre en compte cet aspect à un moment où l'incompréhension est totale sur le rôle de l'Etat ; où dans les milieux les plus combatifs il y a tendance au repliement sur les luttes locales. Il faut insister sur le fait que le nombre de grèves en France est parmi les plus hauts d'Europe. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de lutte, que la classe ouvrière ne se bat pas. Mais il n'y a pas d'organisation qui a la volonté et la capacité à fédérer ces luttes. On aurait pu penser que la lutte contre la loi travail et la loi sécuritaire permettrait de fédérer les luttes partielles en cours. Or ça ne l'est pas. Le potentiel militant a été largement détruit. Significatif le fait qu'on appelle à des journées d'action, sans appeler à la grève, alors qu'on aurait besoin d'un appel à la grève générale et nationale. Mais ce n'est pas là en fait qu'est le problème. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas d'appel à la grève que les mobilisations échouent. La question c'est surtout à quoi ça sert ces journées d'action ? Les travailleurs ne voient pas bien le rapport avec leurs problèmes quotidiens et locaux. Par exemple à Tours chez Tupperware, qui fait la liaison entre leur problème spécifique et la loi travail (et encore plus avec la loi sécuritaire) ? Personne. Pour préparer les journées, tout au moins en région parisienne, mais je ne pense pas que ç'ait été différent en province, on n'a pas vu un seul militant de la CGT, de la FSU distribuer des tracts, prendre la parole pour préparer la journée du 16 novembre, les organisations dans les entreprises entreprendre des actions sur la base des revendications en liaison avec la lutte contre la loi travail ! C'est comme ça qu'avant on procédait, c'est comme ça que l'on procède en Grèce et au Portugal pour ne prendre que deux exemples. C'est comme ça que l'on crée une situation où les luttes locales nourrissent les luttes nationales et préparent les travailleurs à affronter la bourgeoisie.

A propos du mouvement syndical et de ce qui s'y passe, je vous fais un compte-rendu d'une réunion à laquelle j'ai assisté sur ce qui se passe dans la CGT autour de la question de la Fédération Syndicale Mondiale. Le fait que ce soit le secrétaire général du Parti qui était présent, (HM, c'est lui qui avait été informé par une camarade, travaillait) reflète le fait que les décisions prises en janvier dernier et confirmées en mars n'ont toujours pas été mise en œuvre. Nous avons appris la réunion non par notre participation au mouvement syndical (dans ses formes diverses) mais de l'extérieur. Cette réunion était intéressante. Il aurait pourtant fallu que nous soyons nombreux car cela était encourageant pour l'avenir !

Cette réunion, qui regroupait des amis de la FSM et des organisations adhérentes, avait lieu à l'occasion de la venue du camarade Mavrikos à Paris pour un séminaire organisé par la fédération CGT de la chimie, membre de la FSM, avec un certain nombre de syndicats d'autres pays ; cela montre que l'internationalisme continue d'exister, et que les sentiments internationalistes ne demandent qu'à être sollicités. Il y avait présent au côté de la Chimie (dont le secrétaire général), la Fédération du Commerce et des Services (dont le SG) qui a annoncé que son prochain congrès se prononcerait sur l'adhésion, le syndicat des cheminots de Versailles qui est membre de la FSM (excellente intervention), des camarades de l'UD du Val de Marne, du syndicat de l'énergie de Paris, de l'UD des Bouches du Rhône, de la région Centre, de l'Union locale de Tourcoing, du FSC... C'est le camarade Hoareau qui présidait. Les interventions étaient intéressantes parce qu'elles faisaient le lien entre l'adhésion à la CES et la CSI et l'adhésion à la FSM en montrant que la première ce n'était pas une organisation syndicale mais un organe de l'UE (ses écoles forment en réalité des cadres pour l'UE) ; que les deux avaient soutenu la loi travail et prêchaient la résignation, alors que la FSM défendait les positions des travailleurs et organisait la solidarité (manifestations devant les ambassades de France pendant les luttes contre la loi el Khomry, grève des travailleurs du pétrole au Brésil en solidarité avec ceux du Havre ...). Au cours de la discussion ce qui était intéressant, c'est qu'à partir de la question de l'affiliation internationale ce qui était remis en cause c'est la stratégie, diront certains, ou l'absence de stratégie, diront d'autres, de la direction Confédérale et de la CES. Parce que dans le

L'UD du Val de Marne vient de décider de son affiliation.

mouvement syndical, même parmi des gens qui ne sont pas proches de nous politiquement et idéologiquement, on se pose des questions sur cette organisation pseudo syndicale qui soutient la loi Macron, les réformes du code du travail, qui sur l’UE en rajoute et qui toujours trouve des justifications aux patrons ! Par conséquent autour de la question de la FSM, on voit bel et bien s’esquisser la possibilité d’un Front de Résistance et de Lutte contre la domination du réformisme intégrationniste à la tête de la CGT. Les camarades présents n’étaient pas tous des révolutionnaires au sens où nous l’entendons, mais à un moment un camarade a dit le mouvement syndical ce n’est pas qu’une bataille pour le beefsteak, c’est aussi une bataille contre le capitalisme, pour le socialisme. Quand il a dit cela, la parole s’est libérée comme on dit aujourd’hui ! Et là, plusieurs camarades ont dit que le combat syndical n’est pas seulement un combat pour les revendications immédiates, mais aussi un combat pour une société sans capitalistes. Cela avait l’avantage de la clarté, a contrario du syndicalisme de transformation sociale ! Et plusieurs camarades ont évoqué le retour à la Charte d’Amiens. Dans le n° de janvier-février d’IC il nous faut faire un article sur ce sujet, car si la Charte peut être un point d’appui il ne faudrait pas que cela nourrisse les courants anarcho-syndicalistes qui face à l’opportunisme de droite dominant le mouvement syndical sont l’expression du désarroi des travailleurs. Mais en tout cas ce sur quoi les camarades se sont appuyés, ce n’est pas sur le rejet de l’action politique, l’indépendance des syndicats par rapport aux partis ouvriers, mais sur le fait qu’elle proclame que l’émancipation des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes et que l’ennemi c’est le capital. Il faut prendre cela comme une interrogation nouvelle et l’expression de l’existence à la base du mouvement syndical et dans certaines strates de celui-ci d’un potentiel de renouveau du syndicalisme de classe.

Cher(e)s camarades,

Après ces quelques éléments de réflexion sur la situation politique je voudrais ajouter quelques mots sur la situation dans le Mouvement Communiste de France : comme vous le savez dans la réalité chacun est allé seul dans la réalité pour célébrer la Grande Révolution d’Octobre alors que c’était un élément qui aurait dû permettre de faire quelque chose en commun. Il est profondément divisé. Mais cependant il y a des éléments positifs qui se dégagent. Par exemple c’est la première fois que dans toutes les manifestations depuis septembre, nous sommes interpellés par des travailleurs qui nous disent : « mais comment se fait-il que ce soit le quatrième tract que je reçoive avec le mot communisme, qu’attendez – vous pour vous mettre tous ensemble ? ». Il est clair que pour la plupart il y a des confusions. Pour eux le PCF appartient au MCF, voire les trotskistes. Mais s’arrêter à cela serait une erreur. Il nous faut répondre et faire la clarification. Nous avons fait un article dans IC, il faut en faire connaître le contenu. Et surtout il nous faut être à l’initiative en direction des organisations du MCF, pour qu’au moins il y ait des rencontres, des actions communes. Nous ressortons de la célébration du 7 novembre renforcés : le rassemblement devant la maison de Lénine a été un succès avec un peu moins de 150 personnes. C’était à Paris, un mardi à 18h, **ce n’était pas une manifestation nationale avec les camarades de province qui grossissent les rangs, mais une manifestation parisienne.** Participaient des camarades que dans l’ensemble nous ne connaissions pas : des lecteurs d’IC, de notre site, mais surtout des travailleurs avec qui nous avons pris contact dans les manifs et à la fête de l’humain. Nous avons, pour cette manifestation, tiré les enseignements de notre semi-échec du 11 mars sur la journée de lutte des femmes travailleuses. Il faut approfondir et faire mieux la prochaine fois. Mais on a réussi quelque chose. Un camarade de l’ANC-polex était présent. La participation des camarades du KKE, du PADS, du Front populaire du Sri-lanka, de camarades de Corée du Sud donnait toute la signification internationaliste prolétarienne de cette manifestation ! Hier j’ai participé à Saint-Denis à la rencontre organisée par l’ANC sur Octobre. Et le 2 décembre nous irons dans le Nord à celle organisée par le Cercle Barbusse et la CC 59. Un débat sur la reconstruction communiste doit y avoir lieu, auquel nous sommes invité à

participer avec les autres mouvements du MCF. D'autre part la camarade Emmanuelle Kraemer nous représentera à la journée internationaliste de Vénissieux. Et nous devrions être invité à Marseille par l'ANC en janvier/février. Il y a donc des avancées.

Ce qui vient d'être dit ne signifie évidemment pas que nous privilégions la bataille entre groupes et organisations du MCF. La direction du parti y participe, les organisations du Parti quand localement cela se pose, mais notre travail politique fondamental, essentiel, sans lequel il n'y aura pas d'unité des communistes, c'est le renforcement de notre travail dans la classe ouvrière et les masses populaires : un travail au corps à corps pour renforcer le parti, pour aider les masses à s'organiser. En fonction de l'évolution de la situation dans le PCF il est possible que nous soyons amenés à prendre une initiative en direction de ses membres qui refusent sa liquidation ; quand l'occasion se présente localement, il faut le faire sans attendre. Nationalement nous ne pensons pas qu'une telle initiative soit à l'ordre du jour. Mais là encore l'essentiel est notre intervention dans les masses. Pas en se concentrant sur ceux qui sont organisés (c'est perdre son temps en soi parce qu'ils ont fait leur choix au moins provisoirement) mais en direction des travailleurs et travailleuses, des étudiant(e)s et lycéen(ne)s, des sans-emplois, des retraité(e) etc. Je prendrai un exemple : nos camarades de l'Aude sont présents dans les batailles politiques et syndicales du département. Ils ont une activité suivie. Ils ont présenté un candidat aux législatives. Et ils viennent d'être sollicités pour signer un texte pour le 16 novembre, avec l'ANC, par la fédération de l'Aude du PCF, texte qu'ils ont fait améliorer même si ce n'est pas parfait. C'est extrêmement important, car nos camarades, par le travail du parti, sont reconnus comme une force politique. Ils n'ont pas qu'émancipé leur place. Ils n'ont pas « perdu de temps », ne se sont pas « dispersés », ils ont fait leur travail pour s'implanter dans la classe ouvrière et les masses populaires. Et maintenant ? Il faut qu'ils développent leur activité sur nos propres bases pour se renforcer, renforcer le courant révolutionnaire pour qu'à un moment ils parviennent à l'hégémonie ; si des occasions se présentent pour construire l'unité des communistes, la direction fédérale en liaison avec le national, verra si c'est susceptible de renforcer le mouvement révolutionnaire ou pas. Ce qui est possible dans l'Aude l'est partout ailleurs.

Ont participé à la table-ronde du 2 décembre dans le Nord, le PRCF, la fédé PCF du 62, la Coordination Nord, l'ANC, et notre Parti, les camarades du réseau « Faire vivre le PCF » étant excusés à cause du mauvais temps. A Vénissieux, Emmanuelle a été bien reçue et pris des contacts. Elle nous fera un compte rendu sur le débat.

Le 9 décembre les camarades de l'Aude ont réussi leur initiative sur la révolution d'Octobre. Pendant toute la journée ils ont tenu des tables, une expo et fait un débat. 60 personnes sont passées dont 30 ont participé au débat.

Notre parti a maintenant un an. C'est l'heure du bilan. Nous avons progressé. C'est loin d'être suffisant bien sûr. Mais la question qui nous est posée c'est de construire le parti, l'organisation. **Nous allons avoir les reprises de cartes**, ce doit être un moment important pour mettre en place des directions fédérales, qui dirigent sur place, qui se réunissent pour contrôler le travail décidé, pour organiser la prochaine réunion des militants – avec un rapport politique débouchant sur des tâches pratiques à réaliser -, pour que se créent des organisations dans les entreprises et les quartiers populaires, pour aider l'Union des Jeunes Communistes qui va se créer... faire des adhésions bien sûr. Il faut en profiter pour être ambitieux dans ce domaine.

Mais en même temps dans notre travail quotidien il nous faut établir des liens permanents même plus modestes avec les travailleurs. Une chose négative par exemple : nous avons décidé, tous ici, que les camarades des fédérations, ou individuels, organisent à l'occasion de la révolution d'Octobre, au moins des micro-débats, autour d'un café, d'un apéro, sur l'actualité d'Octobre. Nous mettons une condition pour que ce soit considéré positif, c'est la présence d'au moins un non-communiste. Sinon c'était un échec mais qui nous permettait de nous interroger et de voir ce

qui n'a pas marché **pour la prochaine fois !** On ne reste pas sur un échec ! A part l'Aude, qui a prévu un autre type d'initiative ? Il n'y a eu aucune réponse. Cela traduit une tendance à la crainte du travail en direction des masses. **Nous maintenons l'idée de procéder à ce type d'initiatives sur tous les sujets, à tous les moments, et la disposition de la direction du Parti à participer à ces initiatives.** Et sur la base du fait que nous ne pourrions nous implanter et compter dans le débat politique sans une intervention dans la vie politique locale pour faire le lien avec la politique de la bourgeoisie française nationalement, en Europe et dans le monde s'il faut ! L'exemple des camarades du Nord intervenant sur la question de la dégradation des littoraux et mettant en cause le gouvernement c'est la démarche que tout le parti doit reprendre.

Pour le travail de masse un instrument qui marche bien mais qui pourrait marcher mieux encore, car son développement, son rayonnement est lié à l'activité du parti ; c'est notre Intervention Communiste.

La diffusion de notre organe central doit être pris comme la tâche primaire, minimum, des organisations du Parti et de chaque militant. Beaucoup de camarades se demandent comment, soit lancer leur fédération dans la bataille politique pour conquérir notre place dans la classe ouvrière, soit, isolés dans l'impossibilité d'avoir une action collective, participer à l'action du Parti. Dans tous les cas la réponse c'est la diffusion du journal. Entendons nous sur l'expression diffusion : il s'agit de la vente et de l'abonnement. La distribution gratuite c'est de la propagande, pas du travail politique. Cela précisé, cela signifie que l'activité révolutionnaire minimum c'est la diffusion du journal : vendre au numéro – dans les manifestations, et proposer l'abonnement systématiquement à notre entourage. Signalons l'exemple des camarades de la fédération du Nord qui dans ce domaine font un bon travail politique, suivant les abonnés et les relançant pour le renouvellement. Tous les camarades dans les départements et les responsables des fédés doivent avoir à leur disposition la liste de leurs abonnés et suivre leur fidélisation. Mais évidemment il faut élargir, car d'une part il y a un renouvellement nécessaire. Mais le suivi des abonnés ne saurait être suffisant. Il faut tenter (on ne réussira pas toujours mais pour autant il faut le faire en permanence) de réunir les abonnés pour parler politique avec eux, voir comment les entraîner dans l'action politique, ou simplement faire connaître nos positions et aussi pour leur proposer l'adhésion. Et peut-être faut-il que les camarades aient la liste dans leur département des envois propagandes. Il est possible que dans cette partie du fichier il y ait des possibilités (je pense aux syndicats, aux militants syndicaux) et de ce point de vue il est indispensable que les camarades se fassent connaître ! Je reviens sur le fait que ce que j'ai dit plus haut sur la vente et l'abonnement au journal n'est pas contradictoire avec le fait que l'on doit distribuer les numéros passés et sur le fait que pour le numéro en cours on peut en donner dans certains cas. Mais notre journal n'est pas un journal de masse, il s'adresse à des camarades qui ont déjà des notions politiques. A cette bataille il faut rajouter une réflexion sur la forme. Le comité de rédaction a eu une discussion sur une éventuelle évolution. Deux positions se sont confrontées : des camarades ont proposé que l'on modifie le format en passant au A4 mais avec quatre couleurs. Avec les moyens modernes d'édition (helloprint) cela nous reviendrait moins cher par numéro (1/3 à 20% mais pour autant l'objectif c'est 10 N° par an), la présentation plus moderne (la couleur). En gros nous passerions à 16-20 pages pour avoir l'équivalent espace du journal actuel. Mais les autres camarades ont objecté que la formule actuelle est plus « journal », le A4 étant « plus revue ». Ils craignent que cela soit moins attirant dans les manifs et que cela puisse changer le contenu – l'orientation du journal. Ils s'inquiètent aussi du fait que nous n'aurions plus de contacts directs avec l'imprimeur. Au prochain CC il nous faudra nous

Depuis nous avons pris connaissance d'un format un peu plus grand que le A4, type du journal PRCF et RCC. Il coûterait le même prix pour l'impression mais en couleur. Il y aurait des frais supplémentaires possibles. L'imprimerie est à Lens. P. Touchet doit voir avec l'imprimeur.

prononcer. L'idée étant qu'il pourrait y avoir pour le N° 145 un essai en A4 si le CC se prononçait pour ce format.

Sur proposition de la commission propagande, il est mis à la disposition des camarades des comptes Facebook par département. J'insiste sur quelque chose qui ne concerne pas seulement cette question : **quand on envoie un courrier il faut prendre le temps de répondre que c'est reçu. Et dire ce qu'on en pense !** L'idée c'est que c'est un moyen de diffuser les prises de position du parti et de propagande. Cela doit aussi encourager nos camarades et organisations à prendre position sur les luttes ou sur les enjeux politique locaux. Tout un dispositif est prévu pour ceux qui ne sont pas familiers avec ce type d'outils. Encore faut-il que les camarades répondent aux courriers électroniques envoyés !

J'en viens à la question de la formation politique de nos militants et de nos jeunesses. Cela revient, à juste titre, en permanence. Mais il faut en même temps que l'on réfléchisse sur la formation. D'abord il y a la formation théorique des camarades pour qu'ils acquièrent les bases du marxisme sous la forme d'écoles ; mais il faut y ajouter les explications de fond de notre politique, de l'histoire du mouvement ouvrier et communiste, de la situation internationale. Nous avons prévu une journée d'étude, le matin sur l'impérialisme aujourd'hui et l'après-midi, ouvert aux amis et sympathisants, l'ouverture du cycle d'étude du Capital avec une Conférence sur l'importance du Capital, sur la méthodologie pour le lire etc. Tous les camarades du CC doivent participer à cette étude et tous nos jeunes : il s'agit de former non les militants mais les cadres communistes. Pour les camarades de province il y aura des liaisons internet, you tube... Mais chacun devra rendre compte de son étude, nous serons en permanence à disposition des camarades pour les aider. En région parisienne nous nous réunirons tous les 15 jours 3 semaines, non pour un cours mais pour confronter les difficultés et les surmonter y compris par des scénettes. Et nous verrons pour la province.

Malheureusement la journée est repoussée pour des raisons indépendantes de la politique. Nous vous tiendrons au courant.

Mais cet aspect de la formation indispensable ne suffit pas. Ici il faut bien comprendre que la formation est liée à la participation au mouvement des masses, à la vie du parti. Il faut arrêter de croire qu'il y aurait une recette miracle : c'est l'intervention dans les organes du parti (d'où l'importance de la vie dans les fédés, et j'espère dans nos futures cellules), et c'est le fait de se lancer : il y aura des erreurs mais personne n'en voudra à personne, car nous sommes tous passés par là ! La formation politique c'est en fait la participation à partir de la formation idéologique et théorique, au mouvement des masses. C'est le fait d'écrire des articles (qui sont discutés de toute façon). Les cadres se forment dans les luttes. Un point en passant : je n'ai pas dit que nous avons des difficultés pour aller aux masses, mais que nous n'allons pas aux masses ! La nuance est importante ! Et toute l'expérience du mouvement communiste montre que tout une partie de la formation c'est justement la participation au mouvement populaire, le syndicat, la lutte pour la paix, etc., et aussi par la lecture de la presse bourgeoise, la rédaction collective des tracts etc. et la formation théorique s'approfondira ensuite, sinon nous aurons des camarades avec une connaissance livresque, dogmatique, transformant le caractère vivant du marxisme-léninisme en vérités éternelles que l'on peut placer partout !

Notre parti a un peu plus d'un an. Il nous faut maintenant adopter un programme pour répondre à nos besoins stratégiques et tactiques. Nous ne partons pas de rien, nous avons l'expérience de l'URCF. Mais depuis le III^e congrès de l'URCF notre réflexion, celle du mouvement communiste international, a évolué, il nous faut en tenir compte. De même il nous faut une résolution qui actualise notre analyse et qui donne des objectifs pour les années à venir. Je vous propose que le **Congrès du Parti soit réuni pour décembre 2018 ou au plus tard au premier trimestre**

2019. Au prochain CC il faudra discuter de l'ordre du jour et des documents à préparer en fixant des dates.

Et puis les camarades de la jeunesse, préciseront, **le congrès de l'Union de la Jeunesse Communiste va se tenir au début de l'année 2018.** Il s'agit d'une organisation communiste de la jeunesse. Fondant sa politique sur celle du Parti, l'UJC sera une organisation indépendante au plan organisationnel, son objectif étant de faire venir la jeunesse au communisme selon ses propres voies comme le disait Lénine. Dans le **projet de budget du Parti que nous devons adopter au prochain CC,** il faudra penser à une subvention, pour le reste nos camarades de l'UJC devront avoir leur propre politique financière. Mais chacun doit avoir conscience que la création de l'UJC est un acte politique décisif pour notre Parti car c'est la préparation de l'avenir du communisme dans notre pays.

Je vous remercie de votre attention.